

Calais

DIFFICULTÉS POUR L'EMPLOI, DANS LE CALAISIS

SUR les quatre pages d'introduction au point presse du jeudi 4 décembre, quelques lignes ont surtout retenu l'attention des journalistes locaux, celle où Bertrand Péricaud disait : «La crise financière aidant, ces entreprises risquent fort d'attendre des jours meilleurs. Calais a laissé échapper les opportunités que la municipalité précédente avait construites. Nous sommes également très inquiets de l'évolution de l'activité portuaire. Nous semblons d'ailleurs être les seuls, puisque ni Mme Bouchard, ni M. Blet, ni M. Puisseuseau ne s'expriment. A croire que la crise a épargné Calais. Et pourtant, tous les indicateurs dont ils disposent (nous avons sans doute les mêmes !!!) sont au rouge. Tout indique, pour ne prendre qu'un exemple, l'imminence d'un «plan social» chez SeaFrance. Combien de suppressions d'emplois ? 100 ; 150 ; 200 ? Le ralentissement de l'économie britannique impacte lourdement le Calaisis. Mais nos nouveaux déci-

deurs préfèrent communiquer sur 2012 et les J.O de Londres ! «Sœur ANNE, ne vois-tu rien venir ?»!!! ». Pour Bertrand Péricaud et les responsables de la Section du Calaisis du Parti Communiste Français : «Le nouveau stade de la crise du capitalisme a tenu une place importante dans nos discussions de congrès. La crise financière nous rend de nouveau audible. Elle crédibilise tout ce que nous disions depuis des années sur le système capitaliste, en particulier sur la financiarisation de l'économie. La dérèglementation à l'échelle planétaire ; la recherche des profits les plus élevés, déconnecté de la production de richesse...tout cela est destructeur ! L'activité économique plonge, à commencer par l'activité industrielle. Et les mesures prises par Sarkozy ne visent qu'à remettre en selle ce système ; et pas à le transformer. Injecter des milliards dans le secteur bancaire, sans reprendre le contrôle des banques, c'est irresponsable ! Nous proposons quant à nous de



créer un grand pôle financier public, avec la Caisse des Dépôts et Consignation, la banque Postale, les Caisses d'Épargne, pour protéger l'épargne populaire et orienter le crédit vers la production. Injecter des milliards dans des groupes industriels ... qui réalisent déjà d'énormes profits. Nous proposons de renationaliser la sidérurgie ou Renault, par exemple : au moins, on saura où va l'argent public. Et puis, il est temps, grand temps de revaloriser les salaires. Savez vous que porter le SMIC à 1500 euros net coûterait seulement 9 milliards d'euros, quand Sarkozy en a consacré 400, à fond perdu, pour «sauver» les banques. Ce serait 9 milliards bien placés, à la fois pour la satisfaction des besoins des travailleurs, et pour

la relance de la production. Calais n'est pas hors du monde. Et la situation économique s'y détériore très rapidement. Nous l'avons vu avec le «redressement judiciaire» de Noyon ; ou la mise en repos forcé des travailleurs de Schaeffler (ex- Brampton), par exemple. Même si la situation des deux entreprises est très différente. Avec Noyon, c'est une nouvelle étape dans un déclin qui semble inéluctable de la filière dentellière, et du textile en général. La crise financière n'y est pas pour grand-chose. C'est davantage dans la politique d'ouverture du marché européen aux textiles venant de pays à bas coût ; et dans la politique de délocalisation au Sri-Lanka dans le cas de Noyon, qu'il faut en chercher la cause.

La politique de délocalisation industrielle vers les pays à bas coût de main d'œuvre n'a rien rapporté aux salariés. Elle a sans doute beaucoup profité aux patrons ! Les salariés licenciés de chez Noyon aimeraient bien connaître le bilan de Noyon-Lanka... Mais nous sommes au pays du patronat de droit divin. A moins que Nord-Littoral ne mène l'enquête comme il l'avait fait il y a quelques années, avec les articles passionnants de Mme Pécriaux, sur les dentelliers calaisiens en Asie. Je suis certain que dans vos rédactions respectives, ce ne sont pas les journalistes compétents, volontaires pour aller passer un mois au Sri-Lanka, en Thaïlande, ou en Chine, qui manquent. Les mesures prises par les amis de Mme Bouchard, pôles de compétitivité par exemple, n'ont servi à rien ! Noyon en est réduit à vendre des machines, et ses friches industrielles sur Calais. A deux reprises, depuis septembre, Olivier Noyon s'est prononcé pour une intervention de l'Etat, pour sauver la filière. Pour lutter contre les délocalisations, en adoptant la loi déposée par Alain Bocquet en 2003 ? En revenant sur l'accord multifibre, qui ouvre les frontières de l'Europe aux textiles d'Asie du sud-est ? Non ! Pour demander une nouvelle fois, une baisse des «charges» ! Mais c'est un vieux remède qui n'a jamais fonctionné ! Il serait temps d'en tirer les leçons !»

EN BREF

RÉUNION DU COMITÉ DE SECTION...

Il y a deux semaines, les délégués des cellules au Congrès de la section, salle Pascal, élaient le nouveau Comité de section. Celui-ci s'est réuni lundi soir sous la présidence de Bertrand Péricaud, premier secrétaire, et a formé son secrétariat composé des camarades : Michel Sajat, Jacky Hénin, Yves Desenclos, Ernest Lhote et Claude Vanzavelberg. Il a décidé d'axes de travail d'ici au prochain Congrès fixé à novembre 2009.



• Nous reviendrons dans notre prochaine édition sur l'épique réunion du Conseil Municipal de Calais du 2 décembre dernier. Les Élu(e)s Communistes et Républicain(e)s tenaient une conférence de presse ce jeudi.

ÉLECTIONS PRUDHOMMALES DANS LE CALAISIS : FORTE PROGRESSION DE LA C.G.T. ET DÉGRINGOLADE DE LA C.F.D.T.

POUR les médias locaux, qui avaient fait la part belle à la campagne de Madame Bouchart alliée à des C.F.D.T.istes, ex P.S., pas un commentaire sur les résultats. Heureusement, la Voix du Nord indique : «Score historique» de la C.G.T. au détriment de la C.F.D.T. Tous collèges confondus, la C.G.T. réalise 34 % et obtient huit sièges, devant la C.F.D.T. (23,5 % et quatre sièges), F.O. (19 % et trois sièges). Dégringolade également de la C.F.T.C., passée à 12 % et deux sièges, tandis que la C.G.C. garde un siège en encadrement

avec 17 %. Les 32 000 inscrits sur le Calaisis se sont clairement exprimés, même s'il y a eu 66 % d'abstention. Dans le collège Industrie, la C.G.T. obtient 42 % et trois élus : Patrick Salingue, Karl Lefebvre et Gérard Degay. En Activités diverses, Philippe Vanderbec et Damien Burette sont élus de la C.G.T qui recueille 34,6 %. Dans le collège Commerce, avec 31 %, la C.G.T. fait élire Tony Corrien et Muriel Saulnier. Et, cerise sur le gâteau, Patrick Allemand, ancien adjoint au maire communiste, est élu dans le collège Encadrement

avec près de 15 % des voix ! • Après l'élection cantonale partielle de septembre où le P.S. tombe à moins de 10 %, les élections professionnelles à la Ville et à la Communauté d'Agglomération où la C.G.T. rassemble 50 % des suffrages, cette élection prudhommale confirme localement la sanction par le monde du travail des manœuvres de la C.F.D.T. et de certains «socialistes» qui se sont fait élire avec l'U.M.P. Natacha Bouchard au conseil municipal avec la bénédiction du Front National... Le «no comment» des médias locaux reste édifiant !

À QUAND LE RECTIFICATIF ?

Dans une lettre adressée au rédacteur en chef de Nord Littoral, Charles Fontaine, adjoint au Maire de Boulogne-sur-Mer, délégué à l'enseignement, écrit, le 5 décembre dernier : «J'ai été très surpris des propos tenus par Madame Bouchart, maire U.M.P. de Calais, lors du Conseil Municipal du 2 décembre dernier, au sujet du financement des collèges de l'enseignement privé par la Ville de Boulogne, propos repris dans votre journal.

Je m'inscris en faux contre cette déclaration... et souhaite que cette mise au point soit diffusée dans une de vos prochaines éditions.» Madame Bouchard ment, ça on le savait. Nord Littoral ne vérifie pas le caractère mensonger de ses déclarations, ça on le savait aussi. Maintenant se confirme que les rectificatifs n'ont pas lieu d'être dans le «journal de Natacha» comme le nomment de plus en plus de Calaisiens !

L'INDUSTRIE, C'EST NOTRE RÉGION...



Les Communistes Calaisiens étaient de la manifestation, samedi dernier à Lens, pour sauver l'emploi industriel. Ici, au départ du bus, zone Curie.

L'actualité de la semaine vue par Babouse

